

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité



Carghjese

— CASA CUMUNA —

Décision du Maire prise en vertu de la délégation du Conseil municipal établie par délibération en date du 6 juin 2020, sur le fondement de l'article L. 2122-22 du CGCT.

Objet de la décision : Avenant n°1 lot 5 « Menuiseries extérieures » marché construction du groupe scolaire de Cargèse.

Le Maire de Cargèse,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n°2020/17 en date du 6 juin 2020 chargeant par délégation le Maire, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'inscription au budget des crédits nécessaires au paiement des prestations à réaliser ;

Considérant que le marché cité en objet a été notifié à l'entreprise Menuiserie de la Cinarca en juillet 2020 ;

Considérant que le contexte économique consécutif à la crise sanitaire a mené à une raréfaction des fournitures faisant l'objet du présent marché, et ainsi donc accru leur prix ;

Considérant que cet accroissement implique un avenant d'un montant de 75 783 euros ;

Considérant que conformément à l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique, un marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ; et que le montant de la modification prévue, soit 75 783 euros HT, n'est en l'espèce pas supérieur à 50 % du montant du marché initial.

DÉCIDE

Article 1 : Un avenant d'un montant de 75 783 euros HT sera conclu avec l'entreprise Menuiserie de la Cinarca, titulaire du lot 5 « Menuiseries extérieures » de l'opération liée à la construction du groupe scolaire, faisant ainsi passer le montant global du marché de 219 129 euros HT à 294 912 euros HT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil municipal et figurera au recueil des décisions.

Article 3 : Le comptable public de la collectivité est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Bastia, ou sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et de sa réception par le représentant de l'Etat. Ce recours contentieux peut être précédé d'un recours administratif adressé dans les mêmes conditions de délais. En cas de recours administratif préalable, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ; à Monsieur le comptable public de la collectivité.

Fait à Cargèse, le 06 février 2023.

Le Maire,
François GARIDACCI

